
BRUMAIRE

Numéro 13

Bulletin de liaison Bonapartiste

janvier 2007

EDITORIAL

A l'approche des échéances électorales de 2007, et notamment la présidentielle, chacun est amené à se positionner par rapports aux candidats, qu'ils soient réellement déclarés ou non. Un premier constat s'impose dans cette période pré-électorale : l'Europe est absente du débat, et c'est anormal ! Tout bonapartiste doit s'en inquiéter. Cela confirme que nous n'avons pas été entendus par nos élites de tous bords et surtout de l'UMP dont le candidat potentiel est prêt à faire ratifier la constitution européenne rejetée par la Nation, le résultat du 29 mai n'aurait-il produit aucun effet ? Si nos « princes » nous ont abandonné alors il faut compter sur ce géant qu'est le Peuple Français. C'est à nous, bonapartistes, de le réveiller et de l'unir sous la seule bannière tricolore. Nous ne prétendons pas avoir la garantie de réussir là où d'autres ont échoué mais nous clamons haut et fort que nous n'avons pas le droit d'abandonner sans avoir rien tenté.

Le second porte sur le courage politique, pour être plus précis sur l'absence de convictions fortes. Nous assistons, avec beaucoup d'amertume, au décrochage de certains hommes politiques qui se dédient dans l'espoir de revenir sur la scène politique.

François Fillon, blessé dans son ego d'avoir perdu son maroquin, renie l'image de « gaulliste social » qui lui allait si bien en soutenant l'indéfendable : la privatisation d'EDF. « Il ne faut rien exclure [...] Les services publics qui sont en situation de concurrence, on voit bien l'intérêt qu'il y a à les privatiser » annonce sereinement le nouveau mentor de l'UMP sarkozienne.

Philippe Séguin, héros anti-Maastricht, identifié il n'y a pas encore très longtemps comme leader incontesté du gaullisme d'aujourd'hui, se rapproche de Nicolas Sarkozy en épousant ses orientations communautaristes et son axiome la discrimination positive. « Le modèle canadien ou britannique apporte des solutions plus efficaces qu'un modèle français non appliqué » précise-t-il dans un entretien accordé au Monde.

Charles Pasqua, aujourd'hui Sénateur UMP, idole des années RPR, lâche prise : il roule pour son jeune voisin des Hauts-de-Seine après avoir si souvent vilipendé, et toujours avec force, les orientations ultralibérales et anti-gaullistes d'une partie de l'UMP.

Jean Pierre Chevènement, porte bannière des souverainistes en 2002, qui après avoir trahis les « patriotes de droites » le soir du 21 avril en décrétant que la République ne pouvait être que de gauche, s'incline aujourd'hui devant la dame Royal pour quelques miettes législatives.

Mais après tout, les concernant, ce n'est pas bien grave. La France peut s'en passer.

A nous de reprendre le flambeau de la résistance. Notre pays est entre les mains d'une « dictature molle » dont la seule valeur est celle du renoncement. Le régime républicain s'enfoncé de plus en plus et aucun parti, qu'il se revendique de gauche ou de droite, ne semble capable, ni même décidé, à changer la situation laissant ainsi les citoyens déboussolés se tourner vers les extrêmes à la recherche d'une identité volée.

Il est difficile d'être « patriote » tout comme il est peu évident de se revendiquer bonapartiste aujourd'hui. Il faut avoir le courage de résister à l'appel du carriérisme politique pour défendre ses convictions profondes :

Défendre la Nation et l'Etat qui l'incarne. Au-delà de ses strictes missions régaliennes, il est fondamental qu'il doit donner les impulsions nécessaires à la cohérence dans les domaines économique et social indissociables ;

Affirmer la souveraineté de la France pour mieux participer à la construction de l'Europe indépendante que nous souhaitons tous et qui consolidera ses propres valeurs ;

Redonner aux consultations référendaires toute leur valeur par le respect d'une ligne de conduite démocratique dont le général de Gaulle nous a tracé le contour le 27 avril 1969 en se retirant dignement après un échec moins cuisant que celui sur la constitution européenne, le 29 mai dernier ;

Etablir un nouveau contrat social s'appuyant sur une réelle participation des salariés à la vie et à la gestion de l'entreprise ;

Défendre la constitution de la Ve république et l'élection présidentielle au suffrage universel que certains, droite ou gauche, veulent réformer en redonnant le pouvoir aux partis politiques les plus importants et en anesthésiant la souveraineté populaire, à l'image des propositions du candidat-ministre de l'intérieur qui tentent de supprimer la séparation des pouvoirs exécutif et législatif [1] ;

Avoir le courage et la volonté politique de réformer le cadre des relations sociales en démocratisant la représentation du personnel actuellement aux mains d'une forteresse syndicale d'un autre temps ;

Mettre en œuvre une réelle solidarité afin que nul ne reste sur le bord du chemin...

Dans les semaines à venir, les bonapartistes devront choisir : renier leurs convictions ou résister. Pour ma part, je suis confiant. Des sections FB se forment, des citoyens se regroupent dans des mouvements proches, les jeunes se reconnaissent de plus en plus dans l'héritage du bonapartisme. Pour vivre sereinement notre engagement politique, il faudra, le moment venu, confirmer notre engagement de bonapartiste de conviction et nous retrouver tous, coudes à coudes avec nos amis, sur le même chemin : celui de la fierté que nous confère notre engagement bonapartiste. Celui de la France qui ose et qui croit !

David SAFORCADA

[1] Il préconise que le Parlement soit associé à des nominations concernant des postes et activités purement « exécutives ». Par ailleurs, il considère que le référendum d'initiative présidentielle ne peut engager la responsabilité du président en exercice. Une position totalement opposée à celle du bonapartisme (Magazine de l'Union (UMP), n°25, 10 février 2006).

LIBRES PROPOS

« Repense »r la Santé, solidarité ou assistanat

Nous confondons depuis trop longtemps solidarité et assistanat. Le système de santé français, un des plus enviés du monde – pour combien de temps encore ? – et pour cause – qui se plaindrait d'être soigné et considéré n'importe où, n'importe quand, à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit... gratuitement ?! – est en faillite.

Tout le monde le sait, tout le monde le dit, tout le monde le réprouve, et que nous propose t'on ? des réformettes, des aménagements de réformettes antérieures, une attaque médiatico-culturelle en règle contre les médecins (ces nantis de la société !), à qui l'on fait porter le chapeau du déficit abyssal et expansif de notre chère sécurité sociale. Mais il faut dire aussi que ceux-ci loin de réagir, se laissent déplorablement faire et malmenés, tous victimes d'un syndrome nouveau, qui associe la passivité et la désespérance, voire pire une résignation.

Qui sait pourtant que l'ensemble des honoraires des médecins de ville, toutes spécialités confondues sur toute une année, compte pour environ 12 milliards d'euro, c'est à dire moins de 8% du budget total de la sécu et moins que le montant du déficit lui-même ?...

Qui sait que l'hôpital, responsable de plus de 55% du budget, coûte plus à la nation par son personnel administratif que par son personnel médical ? Et ne parlons pas de la multiplicité des institutions créées pour soi-disant gérer (HAS, ARH,...) qui ne profitent qu'à ceux qui y sont nommés (les vrais nantis !).

Qui sait que 130 responsables de la CNAM sont partis en 2005 pendant 8 à 10 jours en Chine – à nos frais – pour discuter le bien fondé de notre système. ?!

Pourquoi les médias taisent ces vérités. Pourquoi jamais aucune enquête économique (seules passent les enquêtes sur la qualité des soins pour taper sur les « mauvais élèves ».

Le bon sens, c'est la règle qui régit l'humanité depuis qu'elle existe. C'est le coût des choses qui fait faire l'économie. La gratuité induit inexorablement le gâchis (cf. la question de l'eau pour un autre exemple). Le prix induit une réflexion et une décision, d'ailleurs souvent utile (cf. l'assurance automobile par exemple, obligatoire sur le fond mais libre sur le choix de sa forme).

Un certain nombre d'idées, pas forcément compliquées, voire facile à mettre en place, pour peut que l'on choisisse une voie politique audacieuse et surtout courageuse, peuvent être proposées.

- Trop de prescriptions de radio et de scanner sont faites chaque jour, dès qu'on y pense, sans parfois même un examen clinique traditionnel ; le paiement même très partiel de ces examens en limiterait leurs abus, uniquement par le fait d'en discuter ouvertement comme un « client » acteur des services qu'ils viennent chercher...
- Pourquoi pas un allègement conséquent des services administratifs hospitaliers, en optimisant la qualité de ces acteurs, plutôt que leur quantité...
- Ré instituer une bonne formation professionnelle initiale adaptée aux évolutions du progrès de la science (plutôt qu'une formation continue « usine à gaz » inapplicable) ; il faut savoir qu'actuellement les études médicales ne consacrent qu'une à deux heures seulement sur l'ensemble des 6 années d'études, à l'enseignement des pathologies démentielles, alors

que les soins portées à ces maladies en pleine expansion de par l'augmentation de l'espérance de vie est soi-disant une priorité de l'Etat...

- Il faudrait pouvoir enfin envisager le non remboursement des consultations pour certificats d'aptitude aux sports...
- Il serait sûrement intéressant de réfléchir à mieux rémunérer l'acte clinique (ce qui évitera de multiplier les actes – parfois inutiles – pour « rattraper » le niveau de chiffre d'affaire rogné régulièrement par l'augmentation des taxes et cotisations et par le non rattrapage de la hausse des prix)...
- en même temps que faire payer une partie des examens paramédicaux (inutile bien souvent mais demandé et faits par facilité (qui sait par exemple que les nouveaux « centres de mémoire » à la mode préconisent un scanner cérébral à tout patient souffrant du moindre trouble mnésique, alors qu'une simple surveillance pour une pathologie d'évolution habituellement lente permettrait de filtrer ce genre de nécessité diagnostique sans altérer la prise en charge médicale ?)...
- Ces derniers points devront s'associer à (ou se faire par) l'extension de la mesure du « un euro » à la charge de chaque patient. Sur ce point, il faut avouer qu'aucun soulèvement de type révolutionnaire n'a été relaté (!) ; c'est une mesure d'une rare simplicité (pour une fois), facile à instituer, particulièrement facile à évaluer (entre 200 et 300 millions de consultations de ville par an, soit entre 200 et 300 millions d'euros économisés par la « sécu »), et comprise par tous.
- Le déremboursement total et partiel de nombreux médicaments jugés « peu » utiles va aussi dans ce sens, et l'on remarquera aussi l'absence de révolution suscitée par ces mesures. Comme quoi, il n'est peut être pas toujours difficile de convaincre nos compatriotes de certaines nécessités, ni de faire passer quelques mesures concrètes...

Comme pour tout le reste malheureusement, en France, les seules attentions portées, à droite comme à gauche, ne concernent que des épiphénomènes ; surtout ne nous attaquons pas aux vrais problèmes, cela risquerait de « fâcher ».

Or, justement, quels sont les vrais problèmes ? Ne nous leurrons pas. **Il n'y a pas de qualité sans coût.** Il faut enfin admettre que nous ne pouvons indéfiniment acheter gratuitement notre santé.

Pour préserver l'essentiel (prise en charge des maladies graves et/ou invalidantes, les hospitalisations..., c'est à dire préserver la vraie solidarité – à ne pas confondre avec l'assistanat – il faut retrouver vite le bon sens.

Pour cela, tâchons d'envisager une autre voie. La solution pour la Santé de chacun ne doit plus être un assistanat mais un investissement réfléchi et mesuré. **Ne voyons plus la Santé comme seulement une source de dépenses, mais plutôt comme une source d'économie.** Cette économie passe par la qualité. La qualité permet de diminuer la souffrance et donc de « remettre au travail », si ce n'est de « rendre au plaisir ».

Dr Eric NEUMAN, Psychiatre déconventionné, Le Pecq. Coordinateur FB des Yvelines.

2décembre à Paris

Quelle belle cérémonie que cette commémoration anniversaire du sacre de l'Empereur. Par le hasard de l'histoire, le 02 décembre correspond également à la victoire d'Austerlitz l'année suivante, mais aussi au coup d'état présidentiel d'un certain Louis-Napoléon Bonaparte 46 ans plus tard, puis à l'avènement du Second Empire en 1852. C'est dire à quel point cette date est attachée à cette dynastie.

Mais revenons à ce 02 décembre 2006. Il n'est pas encore 18h00, qu'un attroupement grossit sur les Champs-Élysées. De nombreux touristes et badauds sont en effet attirés par des troupes d'un autre âge. Nous avons dans leurs plus beaux uniformes des représentants des troupes d'élite de l'Empire : des grenadiers, des hussards, des cuirassiers...mais aussi des anciens combattants, des vrais. Et beaucoup d'autres depuis le simple sympathisant jusqu'au chaud partisan, non pas séide mais fidèle tel France Bonapartiste.

Tout d'un coup le signal est lancé. Suivi des aficionados cet ensemble monte à l'assaut vers l'Arc de Triomphe, mais pas en empruntant le trottoir puis le souterrain, trop commun. C'est en plein milieu des Champs que cette foule s'élance en ordre cérémonial et processionnaire, encadrée par des policiers admiratifs n'hésitant pas à bloquer la circulation dense en ce samedi soir, faisant un rempart de leur corps devant des automobilistes médusés et pourtant habitués aux manifestations.

Tout ce beau monde enfin placé, forme la haie d'honneur devant la flamme du Soldat Inconnu. Fusent les discours enflammés, et pour cause, suivis des dépôts de gerbe d'associations civiles et militaires en l'honneur du grand homme, mais aussi de ce qu'il représente en idées fortes et généreuses.

Sous les aigles et les claquements des drapeaux tricolores, tous saluent l'arrivée du chef de la Maison Impériale : Jean-Christophe Prince Napoléon, 20 ans, sa grand-mère Alix de Foresta et un authentique général décoré de la grand croix de la Légion d'Honneur, créée par Napoléon I, faut-il le rappeler ? Malgré le nombre de personnes, ils n'hésitèrent pas à serrer les mains de tous, une à une. Leur répondirent des « Vive l'Empereur », la Marseillaise, une pluie d'étincelles de flashes, des applaudissements. La partie protocolaire terminée, une communion eut lieu entre les troupes napoléoniennes et le public a coup de photos et d'échanges verbaux.

Sous le monument à la gloire des victoires impériales gravées dans la pierre, le spectacle était saisissant. Rendez-vous dans un an.

Eric MARTIN

La Nation !

Notre République et l'Etat ne seraient rien sans cet espace privilégié qu'est la Nation, espace qui se doit d'être le socle de la coopération et de la solidarité. Notre Nation a une Histoire, une culture, des valeurs, il est donc important de maintenir ou de faire renaître le sentiment national, non pas comme un nationalisme exacerbé mais comme la condition de la démocratie, de l'assimilation, de l'égalité, du progrès. Sentiment national, cohésion nationale, voilà le ciment qui permettra à la France de rester une et indivisible et de faire fasse au trois dangers majeurs qui la guette.

En effet, notre pays, notre creuset, est menacé, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, par trois utopies antinationales, le communautarisme, l'européisme et le néo-capitalisme mondial.

Depuis bien trop longtemps, les soi-disant biens pensants ont voulu enterrer, diaboliser, supprimer même, les idées de Nation, de patriotisme, de souveraineté. Il y a des mots, des symboles, des figures historiques, des postures, qui jusqu'à présent, ne pouvaient être utilisées sans que vous soyez tout de suite taxé de fascistes, de réactionnaires, etc... Il plus que temps de dire stop et rétablir la vérité. Être patriote ce n'est pas être contre l'exclusion de l'autre, être bonapartiste ce n'est pas être contre l'Europe et pour le repli sur soi.

Il y a aussi, sur notre sol, certaines personnes qui voudraient voir remis en cause ce qui fait les fondements même de notre Nation et

de notre République. Remise en cause de l'égalité, de la laïcité, des lois de la République en tentant d'importer et d'imposer la supériorité du religieux sur le politique. D'autres voudraient aussi jouer de la peur, de la différence pour revendiquer des avantages supérieurs aux membres de la Nation. Le communautarisme, le retour d'un certain ordre religieux, mais aussi la discrimination positive et autres positionnements de ce genre sont à combattre.

Enfin, Le choix idéologique de l'ultra-libéralisme fait par certains, annonce l'effacement de ce qui est le modèle social de notre pays, fondé sur les droits collectifs, des biens communs, une protection sociale, l'intérêt général, des services publics, un code du travail. Leur but, que le politique et le social soient subordonnés durablement à l'économie. Là aussi il est temps de montrer qu'une autre voix existe.

Pour reconstruire une véritable cohésion nationale et être mieux armé pour faire fasse à ces dangers, il est plus que temps de revoir certaines de nos politiques qui montrent, de jours en jours, leurs limites.

Jules AMIGUE

LES MOTS DE CAMBRONNE

Enfants de don Quichotte ? Non plutôt enfants du monde réel !

Afin de reconstruire notre unité nationale, de recréer ce ciment du vivre ensemble, il faut réussir à faire reculer cette idée que l'autre a tout parce qu'il est différent, soit parce que plus riche, mieux né ou bien d'une autre origine ou religion. Il faut remettre la méritocratie au cœur de notre société et ce contre la ploutocratie et la minoritairocratie actuelles.

Il faut remettre en marche le fameux « ascenseur social » qui durant des décennies a permis aux Français mais aussi aux immigrés aspirant à l'assimilation d'espérer un avenir meilleur pour leurs enfants, et ce de génération en génération. Malheureusement, depuis des années, nos dirigeants et nos bien pensants n'ont voulu ne voir, ne parler que des « plus délaissés », SDF, « sans papiers », « sans emplois », des « quartiers », mais ils ont oublié le plus gros contingent, celui des « Français moyens » et « Français d'en bas » qui tout en travaillant n'arrivent pas parfois à joindre les deux bouts ou bien difficilement et qui, coincés entre ceux à qui l'on « donne » tout et ceux qui ont tout, ont de plus en plus l'impression de ne plus faire parti du même cercle national et de voir se dissoudre le ciment de la cohésion nationale. Il faut réinventer le « vivre ensemble » et non s'enfermer dans une société de castes, l'égalité vraie et non l'égalitarisme qui tire vers le bas, l'élévation au mérite et non la discrimination positive ou négative.

Sarkozy, encore plus, encore non merci !

Lors du deuxième forum interrégional organisé par l'UMP dans le cadre de son débat interne sur l'élection présidentielle de 2007, Nicolas Sarkozy a proposé de faire ratifier par le Parlement français, dès 2007, un traité constitutionnel européen "simplifié" pour sortir l'Europe de "l'imbroglio" dans lequel l'a plongée le "non" français à la Constitution européenne en 2005.

Nicolas Sarkozy prouve ainsi le peu de respect qu'il a du peuple français et nous montre, une fois encore, le visage de la politique antinationale qu'il compte mener.

Cambronne avait déjà choisi depuis longtemps de combattre la politique du futur candidat de l'UMP, cette décision est encore plus d'actualité à compter de ce jour. France Bonapartiste devra mettre toute ses forces dans la bataille afin de faire échouer la marche en avant vers le renoncement que nous propose monsieur Sarkozy.

Contre la dictature européiste, contre les fossoyeurs de la Nation !

Levons et entrons en résistance !

Modèle nordique...

Depuis des mois, on nous parle du modèle suédois, du modèle danois... Il est vrai que l'on trouve dans ces 2 pays nordiques de bonnes choses, pas que de la bière et des jolies filles, au niveau économique et sociétal entre autre. Mais il est un modèle, tout du moins un acte, dont personne ne parle et qui concerne la Norvège. Ce pays a en effet décidé de nationaliser ses deux champions pétroliers et gaziers afin de créer un champion énergétique public. Les bonapartistes réclament depuis longtemps la fusion EDF/GDF afin de créer ici un véritable pôle énergétique national... Pourquoi les tenants du modèle scandinave ne proposent ils pas eux aussi cette fusion ???

FRANCE BONAPARTISTE



Il faut faire comprendre aux Français que France Bonapartiste n'est pas un mouvement politique de plus, un mouvement comme les autres. Nos compatriotes peuvent voir tous les jours des hommes politiques beaux parleurs et beaux prometteurs, il faut qu'ils puissent voir dans les bonapartistes des "entrepreneurs", des hommes d'actions tout autant que de paroles.

Les bonapartistes, et plus encore ceux qui sont à leur tête, doivent faire de la politique afin de faire gagner leurs idées, et par la même la France, et non pour seulement témoigner d'un passer révolu ou bien pour satisfaire une ambition et une reconnaissance personnelle.

Le but de France Bonapartiste, devenir mouvement rassembleur, social et patriote, ne peut se faire, pour commencer, qu'avec une organisation de combat, des hommes et des femmes rassemblés, soudés et organisés. France Bonapartiste a d'abord et surtout besoin de militants actifs pour faire connaître et avancer ses idées. Bien entendu, notre mouvement ne doit négliger personne ni aucun soutiens, tout le monde ne peut pas être un militant de terrain. Pour ce qui est des idées, là aussi il nous faut travailler, étayer ce qui existe déjà afin de ne pas être pris au dépourvu par nos adversaires... Ce travail "intellectuel" doit être fait en parallèle avec le travail de terrain.

France Bonapartiste doit être un mouvement qui encourage les initiatives, comme par exemple la création des M.J.B. ou bien les campagnes locales. Un mouvement qui encadre, par le biais du Conseil National et des Coordinateurs régionaux, mais qui donne aussi la liberté aux hommes de terrain pour construire leurs actions.

France Bonapartiste doit devenir un mouvement "enraciné" sur notre territoire, parce qu'il aura su créer des responsables locaux et non des assistés attendant tout d'un Etat Major national. Il ne sert à rien d'attendre que tout tombe du "national" si l'on est incapable de se faire connaître à l'échelon local.

France Bonapartiste ne doit pas avoir peur de se créer une armature, un socle de représentants locaux, il ne faut pas avoir peur de préparer le combat des élections locales de 2008. Il faut que notre mouvement soit crédible, il faut que notre mouvement puisse

avoir, partout où cela est possible, des équipes de valeurs capables de porter ses idées.

Il faut donc que le Conseil National de France Bonapartiste prenne à bras le corps le maillage territorial de notre mouvement, qu'il forme des groupes d'actions capables et travailleurs.

Nous faisons de la politique parce que nous ne voulons pas voir mourir la France et non pour notre gloriole personnelle, nous avons besoin de gens responsables et non de "mal aimés" en quête de l'on ne sait quelle reconnaissance.

Il existe de multiples façons de s'engager dans le combat bonapartiste, de travailler pour nos idées, il y en a forcément une pour chacun d'entre nous. Bougeons, ne restons plus spectateur !

FB améliorations :

Technique

Voilà l'aboutissement de presque un an de travail et de longue haleine à savoir la mise en place d'un nouveau site Internet pour France Bonapartiste. Cet outil indispensable du XXIème siècle est vital pour l'essor de notre mouvement et par son biais la continuité des idées bonapartistes. Napoléon Ier, Napoléon III ainsi que les Cassagnac, Rouher ne pouvaient imaginer que les valeurs qu'ils portaient, seraient accessibles planétairement en un clic. Nous pouvons remercier l'équipe bénévole qui à fait selon ses faibles moyens notamment François-Régis Sarhan un de nos amis de Picardie. <http://www.france-bonapartiste.com/>

Personnel

Afin d'améliorer le fonctionnement du mouvement en son sein et avec l'extérieur deux nouveaux postes ont été mis en place. Un représentant permanent auprès du Forum pour la France a été mis en place afin d'être la voix de France bonapartiste au sein de ce regroupement d'association souverainiste. Et un poste d'adjoint à la logistique à vu le jour afin de s'occuper notamment du lien entre le mouvement et les adhérents isolés en France et qui n'ont pas la chance d'avoir près de chez eux une Coordination.

Militante

Pour favoriser l'activité des membres de France Bonapartiste une série de tracts « standard » a été mis en ligne sur le site Internet du mouvement. Ainsi, chacun de nous peut les imprimer de chez lui et mener des actions militantes comme semer des tracts sur les pare-brises de voitures, dans les boîtes aux lettres, etc.,.... Tous les communiqués officiels du mouvement seront également mis en ligne ainsi que son programme. N'hésitez pas à nous faire parvenir vos idées et vos questions pour enrichir le programme, elles seront discutées au sein du Conseil National Bonapartiste.

Adhésion

Nous pouvons nous féliciter de voir notre mouvement rencontrer malgré l'adversité et nos moyens des échos auprès de nos compatriotes. 2006 aura vu France Bonapartiste faire de nouvelles adhésions en Provence, Auvergne, Ile de France, Centre et Rhône-Alpes. Ils faut redoubler d'effort surtout avec les échéances de 2007/2008 qui arrivent.

FIDELITE

Toujours et encore pour le retour des cendres !

Afin de réparer une injustice, l'équipe Web de France Bonapartiste a mis en ligne la pétition pour le retour des Cendres de la Famille Impériale exilée en Angleterre depuis deux siècles. Donc n'hésitez pas à faire de la publicité autour de vous et à venir la signer. Chaque signature compte.



Le bonapartisme d'extrême droite...

Comme bon nombre de mouvements patriotes, le bonapartisme est souvent assimilé au Front National, tout du moins aux idées d'une droite radicale teintée de xénophobie. Bien entendu rien n'est plus faux... Nous vous proposons ci-dessous une analyse réactualisée de Thierry Choffat, président du Centre d'Etudes et de Recherches sur le Bonapartisme, tirée d'un de ses articles pour le journal "Deux décembre" (N°13 / mars 1994)

""En 1982, puis plus prêt de nous, René Rémond distinguait trois droites : orléaniste, légitimiste et bonapartiste. Cependant, on peut s'interroger sur la position du bonapartisme. Est-il de droite, de gauche, du centre ou "d'ailleurs" ?

- A droite sans doute si l'on ne retient que les notions d'ordre, d'autorité, de monarchie, de croyance en un homme (ou une dynastie) providentiel...
- A gauche si l'on s'applique à analyser son programme économique et social, si l'on songe que ses références sont essentiellement tournées en direction de la Révolution de 1789, voire si l'on comprend que le bonapartisme (hormis sans doute le cas de l'Appel au peuple après Sedan) est plus révolutionnaire que réellement conservateur !
- Au centre enfin si l'on pense que le bonapartisme rêve de réconciliation nationale, qu'il ne se sent ni de gauche ni de droite, qu'il récuse ces termes et ces politiques au profit d'un vaste Rassemblement des Français autour d'un idéal commun, d'une vision "trans-partisane" de la société.

Les deux expériences gouvernementales du bonapartisme sont concordantes : Napoléon 1er et son neveu Napoléon III ont cherché (et souvent réussi) à rallier à eux d'irréductibles adversaires. Dès novembre 1799, le premier consul souhaite associer, à son œuvre de renouveau, les jacobins, les royalistes, les républicains sincères, les régicides et ceux qui espéraient le retour de l'ordre, de la religion. De même Napoléon III saura s'entourer d'orléanistes, de républicains avancés, d'hésitants... Unissant les modérés de tous horizons idéologiques, les 2 empires ont rejeté dans l'opposition les solutions extrémistes.

Toutefois, le bonapartisme a aujourd'hui la réputation d'être de droite voire d'extrême droite. Les observateurs extérieurs semblent négliger l'aspect social et populaire du courant plébiscitaire. Mais cet état n'est-il pas la conséquence des quelques dirigeants (ou militants) bonapartistes qui ont dérivé vers des positions extrémistes ?

Si le bonapartisme n'est ni de droite, ni de gauche, ni même du centre, il est manifeste que certains de ses partisans peuvent être assimilés à l'extrême droite.

Les raisons sont multiples

- Avec l'installation d'une quatrième dynastie, une partie des napoléoniens a abandonné l'un des éléments du bonapartisme - l'appel au peuple, les Français choisissant par référendum le chef de l'Etat - pour ne retenir que l'aspect monarchique du régime.
- les plus autoritaires se sont surtout penchés sur la défense de l'ordre et de la morale au détriment des autres points de la doctrine impériale.
- les plus "socialistes", ceux qui croyaient surtout aux réformes sociales dues à Napoléon III, ceux qui luttèrent pour l'extinction du paupérisme, ont parfois dérivé vers le fascisme après 1930 en oubliant un peu vite que le bonapartisme refusait tout extrémisme.

Trois parcours différents. Trois motivations que l'on retrouvera après 1870 (et essentiellement après la mort du Prince Impérial) quand les partis royalistes vont voir venir à eux quelques partisans de Napoléon III ; dans les années 30 quand des responsables et militants des comités plébiscitaires vont participer à l'expérience fasciste et enfin depuis 1984 avec l'émergence du Front National.

Autrefois, les mouvements gaullistes apparaissaient largement plus "bonapartistes" qu'aujourd'hui : le RPF de 1947 n'avait pas d'orientation de droite, était plus populaire, plus social, plus rassembleur, moins "politique" que le RPR de 1981 (et bien sûr que l'UMP de nos jours). Or après 1984 (et encore aujourd'hui malgré la naissance du MPF) qui récupère cette image sinon le Front National ? Hormis une vision "raciste" de l'humanité, un antisémitisme latent, un extrémisme irrémédiable ; hormis un personnel "douteux" (anciens collaborateurs, anciens des mouvements néo-fascistes), le FN pourrait être classé parmi les héritiers du bonapartisme.

Notons immédiatement que ces quelques points de divergences sont trop importants pour être comblés. Nulle trace de xénophobie ou d'antisémitisme dans le bonapartisme, au contraire, nous pourrions y déceler plusieurs indices opposés. Pour toutes ces raisons, le Front National ne peut prétendre à une quelconque filiation avec le bonapartisme.

A l'heure où certains proches du bonapartisme se laissent tenter par cette renaissance nationaliste, par cette récupération, il est nécessaire d'en apporter un début d'explication. Pourquoi des sympathisants bonapartistes ont-ils dérivés vers une pensée politique qui n'est pas la leur ?

Plusieurs raisons peuvent être avancées

- Méconnaissance de la doctrine impériale. Les soi-disant bonapartistes ne retenant du bonapartisme que quelques points particuliers (aspect autoritaire du régime, foi en un système monarchique, ...) au détriment d'un vaste ensemble formant "l'idéologie napoléonienne". Ainsi, des organisations ont pu fort hypocritement se poser en héritier des deux empereurs (en utilisant parfois des arguments bonapartistes, sur l'appel au peuple par exemple, un vocabulaire ou des symboles non dépourvus de références napoléoniennes). Détournement du passé ? Sans doute si l'on considère que ces instruments sont mis au service d'un programme qui s'éloigne très nettement des pensées bonapartistes.
- Absence de mouvement bonapartiste actif, puissant et reconnu. Cela explique que certains aient trouvé au RPF, dans l'UNR puis le RPR (et maintenant l'UMP pour certains) les structures d'accueil qu'ils recherchaient. Après 1984 (et encore de nos jours avec aussi le MNR), le Front National s'impose sur la scène politique

française, puisant ses premiers cadres dans les rangs gaullistes. Parmi eux, une frange de bonapartistes de cœur qui ne reconnaissent plus dans le parti chiraquien les thèmes favoris du pur gaullisme (participation des salariés, progrès social, rassemblement des citoyens au-delà de l'axe gauche/droite...). Dès lors, le FN leur semblait plus adéquat. La naissance du MPF semble avoir quelque peu fait changer certains bonapartistes mais le détournement est toujours là...

Les solutions à ce phénomène ???

Comme souvent, il faut démystifier le programme lepéniste. Au lieu de s'attaquer aux hommes du FN, il serait sans doute préférable d'indiquer aux bonapartistes les failles du programme frontiste, de faire remarquer que comme le PCF ou l'extrême-gauche, l'accumulation de propositions ne conduirait qu'à une faillite de la France.

Pour les bonapartistes restaient fidèles aux idées napoléoniennes, il est de leur devoir d'informer les napoléoniens et les bonapartistes "perdus" sur les différences existant entre le discours nationaliste, parfois raciste, faussement populiste tenu par l'extrême-droite et les idées prônées par les deux Empereurs qui firent rayonner le nom de notre pays par delà nos frontières.

De telles actions ne sont pas aisées à mener. Avant tout, il serait souhaitable qu'un "puissant" mouvement bonapartiste s'impose afin d'éviter toute dérive de napoléoniens ou bonapartistes tentés par les mouvements de la droite radicale. Ne se sentiraient-ils pas mieux au sein d'un véritable mouvement défendant les valeurs dont ils se réclament ?""

Thierry CHOFFAT

VUE D'AILLEURS

Le courrier du Brésil

Brésil, 15 novembre 1889. Un coup d'Etat commandé par le maréchal Deodoro da Fonseca renverse la monarchie parlementaire et esclavagiste de D. Pedro II et instaure la République. Pendant cinq ans le nouveau régime sera contrôlé par les militaires et nous aurons deux maréchaux-présidents : le maréchal Deodoro da Fonseca (1889-1891) cité ci-dessus et le maréchal Floriano Peixoto (1891-1894). Pendant cette courte période, les bases de la République seront établies avec, entre autres, l'adoption du présidentielisme et du fédéralisme, l'établissement de l'égalité juridique et la laïcisation de l'Etat. Et c'est aussi à cette époque que sera adopté le nouveau drapeau brésilien, avec la devise positiviste **ORDRE ET PROGRES (ORDEM E PROGRESSO)**.

Le choix de cette devise est dû à la forte influence des groupes positivistes, surtout dans l'armée (c'est le cas par exemple du lieutenant-colonel Benjamin Constant Botelho de Magalhães), et à leur participation à l'avènement du nouveau régime. Mais plus qu'à une devise positiviste, nous pouvons penser à une **devise bonapartiste**, puisque l'ordre et le progrès ont toujours été, comme nous le savons, des caractéristiques fortes des deux empires en France et sont deux thèmes constamment présents dans le discours bonapartiste. C'est-à-dire, si nous pensons à Napoléon Ier et à Napoléon III, nous devons forcément penser à une politique visant au renforcement de l'autorité de l'Etat et au progrès social et économique de la nation, à une synthèse des legs opposés de la monarchie absolue et de la Révolution de 1789, ou bien, plus simplement, **à l'ordre et au progrès**.

Et... comme par une coïncidence de l'Histoire, la synthèse napoléonienne se trouve dans le drapeau brésilien. On pourrait même penser que Napoléon est incarné dans la pensée de l'élite brésilienne, que celle-ci verrait dans l'ordre et dans le progrès les

principes sur lesquels doit se baser la politique nationale. Et cependant, ceci est loin d'être vrai. Avec la chute des militaires nationalistes en 1894, militaires qui étaient en bonne partie des vétérans de la Guerre du Paraguay (1865-1870) et qui défendaient la mise en place d'un Etat fort et d'une politique visant au développement du pays (industries, chemins de fer, routes, etc.), les républicains de São Paulo, agglomération politique liée aux groupes exportateurs de café et qui défendait un Etat libéral et une économie basée essentiellement sur l'agriculture, vont prendre le pouvoir. **Avec la chute des militaires, Napoléon sera renversé.**

Plus tard, les nationalistes et les patriotes, civils ou militaires, feront d'autres incursions dans la politique brésilienne, et ils auront même l'opportunité de gouverner le pays, mais l'élite rétrograde, composée de banquiers, de groupes exportateurs de produits primaires et d'une bourgeoisie industrielle sans envergure, ne perdra jamais sa condition hégémonique; aujourd'hui elle règne de façon absolue, représentée par des fantoches comme l'ex-Président de la République (et ex-gauchiste) Fernando Henrique Cardoso (1995-2002) et son successeur, le pseudo-populiste Lula. **Napoléon est toujours présent dans le drapeau brésilien, qui depuis 1889 n'a pas changé, mais il a été éradiqué de la politique nationale...**

Guillaume de SAES (São Paulo – Brésil)

BONAPARTISME ET GAULLISME

Le gaullisme hors de son siècle [1]

Prolongeant son livre Bonapartisme et gaullisme, Francis Choisel résume ici sa définition de ces deux systèmes de pensée et d'action afin d'imaginer sous quelle forme ils pourraient naître au vingt-et-unième siècle.

Peut-il y avoir un gaullisme sans de Gaulle ? La question est classique. Elle se posait du vivant du général. Vingt-cinq ans après sa mort, un siècle après sa naissance, elle se pose toujours, alors qu'un parti continue à se réclamer de ses idées et que tous les hommes politiques, de la droite à la gauche et du centre aux extrêmes, invoquent sa mémoire. Autant dire que répondre à cette question consiste plus à définir ce qu'est le vrai gaullisme, celui du général de Gaulle, qu'à estimer les chances de sa pérennité.

Certains considèrent que, de Gaulle mort, il n'y a plus de gaullisme. Car, selon eux, le gaullisme n'est pas une idéologie, une doctrine, un système. C'est le simple attachement à un homme et à sa politique, telle qu'elle fut menée en son temps; le gaullisme est un pragmatisme, une façon d'être, un comportement face aux événements. Et vouloir en faire un courant de pensée serait un contresens total. Au surplus, de Gaulle et le gaullisme sont le produit de circonstances exceptionnelles et non reproductibles; ils sont un moment de notre Histoire, irrémédiablement révolu. De Gaulle est inimitable. Ce gaullisme est celui des compagnons.

Mais il existe aussi un gaullisme des disciples et des politologues, moins incarné et plus théorisé. Selon la thèse désormais classique de René Rémond, le gaullisme est l'un des trois courants qui composent la droite française depuis la révolution de 1789; le gaullisme, qui a d'abord pris la forme du bonapartisme des deux empires, du boulangisme, puis du nationalisme des premières années du vingtième siècle, correspond à une vision politique permanente dans la pensée et dans l'opinion françaises. De Gaulle est en effet un homme à idées-forces, théoricien militaire mais aussi théoricien et exégète constitutionnel, penseur social, doctrinaire économique, idéologue des relations entre peuples et nations. Et quand même il n'aurait pas lui-même clairement défini sa doctrine, les exemples qu'il a donnés sont suffisamment clairs

pour que l'on puisse tirer des enseignements cohérents de son action et qu'il soit permis d'en déduire un système.

Les recherches que nous avons menées — et dont nous avons livré au public les conclusions dans un ouvrage publié il y a quelques années[2] — nous ont conduit à rejeter la première de ceux deux interprétations. Nous avons en effet rencontré de trop nombreuses et de trop profondes convergences entre la pensée, l'oeuvre et les méthodes de gouvernement de Napoléon III et celles du général de Gaulle pour qu'il s'agisse là de quelque chose de fortuit. Mais l'objet de cet article n'est pas de reprendre et de résumer notre argumentation, en nous répétant. Il est d'aller plus loin. «Puisqu'il y a eu un gaullisme avant de Gaulle, à savoir le bonapartisme, un gaullisme après de Gaulle est possible, qui sera aussi un nouveau bonapartisme» : voilà le postulat de départ. «Quel pourra être la physionomie de ce nouveau bonapartisme, de ce gaullisme d'après de Gaulle?» : voilà le but que nous fixons à notre réflexion. Exercice périlleux pour l'historien, puisqu'il consiste à tourner son regard vers l'avenir autant que vers l'étude et le commentaire du passé.

Pour cela, il nous faudra d'abord, avec une grande rigueur, extraire le gaullisme et le bonapartisme de leur temps et de ce qui est lié à la personne de leurs fondateurs; il faudra, en quelque sorte, les «désincarner». Nous dégagerons ainsi leur essence, leur esprit, au sens chimique de ces termes; et, ayant par là procédé à leur «distillation», ou à leur «raffinage», nous obtiendrons un gaullisme totalement pur. Ce sera l'essentiel de notre démarche. Il nous restera alors à le réincarner dans un XXIème siècle à définir.

Tout en nous situant parmi ceux qui croient possible un gaullisme sans de Gaulle, nous n'en réfutons pourtant pas moins l'opinion de ceux qui le considèrent comme un courant de pensée autonome et permanent. Le réduire à n'être que cela serait un énorme contresens.

Car l'un des fondements du gaullisme est, précisément, de refuser de s'inscrire dans un courant de pensée. Comme souvent, c'est Louis-Napoléon Bonaparte qui exprime le plus clairement la vision qui est aussi celle du général de Gaulle : «*Dans tous les pays, les besoins et les griefs du peuple se forment en idées, en principes, et forment les partis. Ces associations d'individus, qui naissent d'un mouvement commun, mais d'esprits différents, ont chacune leurs défauts et leurs passions, comme elles ont aussi chacune leur vérité. Pressées d'agir par la fermentation sociale, elles se heurtent, se détruisent réciproquement, jusqu'à ce que la vérité nationale, se formant de toutes ces vérités partielles, se soit élevée, d'un commun accord, au-dessus des passions politiques.*»[3]. De Gaulle parle, quant à lui, de «*familles spirituelles*» plutôt que de «*vérités partielles*» et d'«*objectifs de salut public*» plutôt que de «*vérités nationales*» mais son analyse est semblable et les termes interchangeables. Il ne disait pas autre chose encore, en se voulant «*au-dessus des partis*».

Le gaullisme est donc une entre divers courants de pensée contradictoires; il n'est pas l'un d'eux. Il n'est pas un courant de la droite, — pour prendre un langage commode en matière politique — ni la droite tout entière, pas plus qu'il n'est à gauche. Il est la synthèse entre la droite et la gauche.

Reste à définir le mécanisme de cette synthèse. A écouter et à lire le général de Gaulle, il procéderait par rejet symétrique. En matière économique et sociale, par exemple, il ne veut ni le socialisme ni le libéralisme : «*Nous repoussons la tyrannie du totalitarisme et [...] en même temps, nous rejetons le fatalisme inhumain du laissez faire, laissez passer.*»[4] Il dénonce «*tout à la fois un capitalisme abusif et un communisme écrasants*»[5]. Mais la démarche du gaullisme et du bonapartisme n'est qu'en apparence un «ni, ni». En réalité, c'est bien plutôt un «et, et», comme le montre leur conception de la légitimité : Napoléon III fondait son pouvoir à la

fois sur une certaine conception du droit divin et sur la souveraineté nationale dans son application plébiscitaire. Il était «*par la grâce de Dieu et la volonté nationale empereur des Français*». De même, de Gaulle, homme providentiel et élu du peuple. Le «ni, ni», en la matière, c'est l'orléanisme, qui ne repose ni sur le droit divin (Louis-Philippe n'est pas l'héritier légitime du trône) ni sur une véritable souveraineté nationale (il n'est pas l'élu du peuple). Comme le souligne une chanson de l'époque, l'orléanisme est une «quasi» légitimité. Alors que le bonapartisme et le gaullisme se fondent sur une double légitimité. Ainsi, en matière économique, pour reprendre l'exemple choisi plus haut, le gaullisme est à la fois dirigiste et libéral, authentiquement et pleinement l'un et l'autre.

Le bonapartisme ne se confond pas avec l'orléanisme. Il n'est pas un «juste milieu». De même, le gaullisme n'est pas un centre[6]. Certes, avec le centre, le gaullisme a un point commun : le rejet des sectarismes. N'est-ce pas ce que de Gaulle voulait dire en fustigeant le «*régime exclusif des partis*»? Mais de Gaulle est loin d'être un «modéré» : il n'était pas «modérément» pour la poursuite de la guerre en juin 1940; il n'était pas l'adepte d'un «juste milieu» entre la Résistance et la collaboration ... De Gaulle est un passionné, un homme tout d'un bloc. Et même lorsqu'il lui arrive de rechercher une position d'équilibre, il procède non par la méthode du compromis mais par l'affirmation d'un excès contraire, comme il l'explique lui-même : «*Le monde est fait d'idées qui se compensent. Faute de cet équilibre, où irions-nous? Il faut un frein d'autant plus fort que le char est plus rapide.*»[7] Au pouvoir, ses «coups politiques» sont un bon exemple de cette méthode et de ce tempérament; tels que le «*Vive le Québec libre!*» ou «*L'Europe! L'Europe!*» qui, précisément ont pour effet d'agacer au plus haut point les personnalités modérées.

Le gaullisme peut donc, de ce point de vue, se définir comme un *radicalisme*, au sens originel et étymologique de ce terme[8], au sens où l'on parlait aux débuts de la IIIème République de républicains radicaux (comme Gambetta ou Clemenceau) par opposition aux républicains modérés ou «opportunistes» (tels Ferry ou Grévy). Prenons un dernier exemple, avec le discours du 24 mai 1968, qui exprime la véritable analyse du général de Gaulle sur la crise étudiante et sociale, et dont il tenta de tirer les conséquences par son référendum d'avril 1969 : «*Tout le monde comprend, évidemment, quelle est la portée des actuels événements, universitaires, puis sociaux. On y voit tous les signes qui démontrent la nécessité d'une mutation de notre société. (...) Certes, dans la situation bouleversée d'aujourd'hui, le premier devoir de l'État, c'est d'assurer, en dépit de tout, l'ordre public. (...) Voilà pour l'immédiat. Mais, ensuite, il y a sans nul doute à modifier les structures, c'est-à-dire à réformer.*» Il pense que «maintenir» l'ordre ne suffit pas, qu'il faut l'assurer en profondeur, en supprimant les causes de désordre, c'est-à-dire les causes du mécontentement. Louis-Napoléon disait quant à lui : «*L'ordre, ce n'est pas seulement le gendarme.*» Pour les deux hommes, il faut donc prendre les problèmes à leur racine et non se contenter de les régler superficiellement. Ainsi, de Gaulle est-il à la fois pleinement soixante-huitard (il rejette la société de consommation et veut la réformer en profondeur) et tout aussi fortement anti-soixante-huitard (il exige le retour à l'ordre par la mise en œuvre de la répression). De même Louis-Napoléon est-il quarante-huitard en même temps qu'anti-quarante-huitard.

La synthèse gaullienne est donc une addition des contraires, une fusion d'idées fortes, issues des divers courants de pensée qui agitent la vie intellectuelle et politique française, démarche à laquelle répond une volonté de rassemblement des hommes et des partis. Il y a ainsi quelque chose de paradoxal dans les idées gaulliennes, et qui est leur véritable originalité : le gaullisme, comme le bonapartisme, est une sorte de transcendance politique, au sens où il résout les contradictions du débat politique en

s'élevant au-dessus d'elles, et sans rien faire perdre de leur force aux idées qu'il emprunte.

Le second fondement intemporel du gaullisme est la philosophie de l'Histoire, la conception de l'évolution historique, qui le sous-tend. C'est encore Napoléon III qui la résume le mieux, à propos de la Révolution française : *«Lorsque les idées ont gouverné le monde pendant de longues périodes, perdant, par la transformation nécessaire des sociétés, de leur force et de leur empire, il en surgit de nouvelles, destinées à remplacer celles qui les précédaient. [...] Mais l'enfantement [...] est pénible, l'oeuvre des siècles ne se détruit pas sans des secousses terribles! [...] Napoléon apparut, débrouilla ce chaos de néant et de gloire, sépara la vérité des passions, les éléments de succès des germes de mort et ramena à l'idée de synthèse tous ces grands principes qui, luttant sans cesse entre eux, compromettraient le succès auquel tous étaient intéressés. [...] [Il s'empara] du génie régénérateur.»*^[9] De Gaulle, qui pense de même, croit en un certain déterminisme historique, parfaitement cohérent d'ailleurs, avec le fatalisme qui est le sien au plan personnel et qui fonde la conviction de sa prédestination. Aussi, contrairement aux apparences et à ce que certains croient, le gaullisme n'est-il pas d'abord un refus triomphant de l'inéluctable, mais une soumission au «sens de l'Histoire». L'appel du 18 juin est d'abord une magistrale analyse prévisionnelle de ce qu'allait être l'évolution de la guerre; on voit plus nettement encore dans la gestion de la crise algérienne cette même démarche d'acceptation de l'inéluctable; on comprend aussi, aujourd'hui, combien le «*Québec libre*» et l'«*Europe de l'Atlantique à l'Oural*» s'inscrivaient dans une juste compréhension de l'évolution historique. De Gaulle est un visionnaire, pas un Don Quichotte. Être gaullien, c'est savoir être «l'accoucheur de l'Histoire», le «*génie régénérateur*» dont parle Louis-Napoléon. De Gaulle veut «*amener la France à épouser son siècle*»; Louis-Napoléon, quant à lui, affirme : «*Marchez à la tête des idées de votre siècle, ces idées vous suivent et vous soutiennent. Marchez à leur suite, elles vous entraînent. Marchez contre elles, elles vous renversent.*»^[10] De Gaulle et les Bonaparte s'appliquent à discerner le sens de l'évolution historique, afin de se mettre à sa tête et de l'accélérer : «*Prompt à saisir la tendance de la civilisation, l'Empereur en accélérerait la marche, en exécutant sur le champ ce qui n'était renfermé que dans les lointains décrets de la Providence.*»^[11] De Gaulle, comme les Napoléon, est ainsi un révolutionnaire, mais par fatalisme, non par révolte.

À dire vrai, de Gaulle n'est pas seulement révolutionnaire. Là encore, il procède par synthèse entre la tradition et la révolution: «*Il y a l'éternel courant du mouvement qui va aux réformes, qui va aux changements, qui est naturellement nécessaire, et puis il y a aussi un courant de l'ordre, de la règle, de la tradition, qui lui aussi est nécessaire. C'est avec tout cela qu'on fait la France.*»^[12] Ayons encore une fois recours à l'analyse de Louis-Napoléon Bonaparte : selon lui, Napoléon Ier fut «*le médiateur entre deux siècles ennemis*»^[13], c'est-à-dire entre l'Ancien Régime (le XVIII^{ème} siècle) et la Révolution de 1789 (le XIX^{ème} siècle). Par transposition, on peut considérer que de Gaulle fut le médiateur entre le XIX^{ème} et le XX^{ème} siècles, entre la société libérale bourgeoise et la révolution socialiste de 1917.

Si l'on s'en tenait à cette définition du gaullisme — synthèse entre les familles spirituelles du moment, synthèse entre l'héritage des siècles passés et l'apport d'une révolution — on aurait réduit le gaullisme à un simple pragmatisme. Un pragmatisme audacieux et visionnaire certes, et non pas prudent et à courte vue; un pragmatisme rassembleur et non machiavélique; mais un pragmatisme seulement. Or, selon de Gaulle, «*la politique [est] l'action au service d'une idée forte et simple*»^[14]; et «*il faut à la politique un élan qui la soulève*»^[15]. En un mot, la synthèse gaullienne s'opère par référence à un idéal; la démarche n'est pas

neutre. Au demeurant, pour débrouiller le «bon» et le «mauvais», pour faire le tri entre les idées contradictoires, n'est-il pas indispensable d'avoir des critères de choix, qui peuvent être extrêmement variables d'un individu à l'autre? En simplifiant, on peut affirmer que le gaullisme se réfère à deux idéaux fondamentaux.

En premier lieu, il se fonde sur un humanisme d'essence chrétienne, ceci par opposition au matérialisme et au totalitarisme; il appelle «*une autre psychologie que celle de l'exploitation des uns par les autres ou bien celle de la lutte des classes*»^[16]: Car «*le capitalisme, du point de vue de l'Homme, n'offre pas de solution satisfaisante.*»^[17] Et le communisme non plus. De Gaulle veut «*un changement de condition morale qui fasse de l'Homme un responsable au lieu d'être un instrument*»^[18]. Le but final de son action est l'épanouissement de chaque homme, pris pour ce qu'il est dans la tradition chrétienne, c'est-à-dire un individu unique, irréductible à aucun autre, animé autant par des sentiments (une âme) que par la raison et par ses intérêts. Cet humanisme se définit comme l'exaltation du libre arbitre, donc de la responsabilité, et de la fraternité. Il s'exprime dans la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789, conçue comme l'aboutissement et le triomphe de la philosophie issue de la religion chrétienne, et non comme sa négation.

Le second idéal fondamental, lié au précédent, est un patriotisme altruiste, par opposition à l'égoïsme individuel ou national, et à l'internationalisme ou au mondialisme. Le but du gaullisme est l'épanouissement de la France, par sa grandeur et son indépendance, qui permettent l'accomplissement de sa «mission» et l'épanouissement de tous les Français, pris collectivement et solidairement: «*Aujourd'hui plus que jamais, nous tenons à l'indépendance. D'abord parce que, depuis beaucoup de siècles, nous en avons pris l'habitude. Ensuite, parce que nous pensons, après maintes expériences, être les meilleurs juges de ce que nous avons à faire. Enfin parce que l'effacement de la France serait désastreux pour le monde entier.*»^[19] Celle-ci a, en effet, une «*vocation qui en fit en permanence un champion des droits des hommes*»^[20]: «*Le vieux peuple que nous sommes a assez vécu pour savoir qu'il est un champion dont les hommes libres ne se passent pas. [...] Il y a un pacte vingt fois séculaire entre la grandeur de la France et la liberté du monde.*»^[21]

Cela étant posé, quelle forme aura le gaullisme demain ?

En premier lieu, il sera une synthèse nouvelle entre les diverses familles spirituelles du moment; car, chaque courant de pensée évoluant par lui-même, la synthèse doit en permanence être réactualisée.

Mais surtout, le gaullisme de demain sera la synthèse entre le XX^{ème} et le XXI^{ème} siècles. Il reste à savoir quelle «révolution culturelle» séparera notre siècle du prochain, comme 1789 a séparé le XVIII^{ème} du XIX^{ème} siècles et comme 1917 a séparé le XIX^{ème} du XX^{ème} siècles. La prospective est évidemment difficile. Qu'on nous permette cependant de risquer une hypothèse. Notre société peut se définir d'abord comme une société de consommation; la révolution culturelle qui la menace et qui gronde ne serait-elle pas la prise de conscience et la revendication écologiques ? Dès lors que l'écologie sera devenue une véritable «révolution», le gaullisme de l'avenir sera la réconciliation entre la société de consommation et cette révolution écologique, la synthèse entre les courants de pensée traditionnels et ce nouveau courant écologiste.

Enfin, le gaullisme restera un humanisme patriote, c'est-à-dire qu'au coeur de cette synthèse nouvelle resteront la dignité de l'Homme et la grandeur de la France.

Toutefois, pour que cette synthèse puisse s'opérer, il faudra probablement des circonstances exceptionnelles et dramatiques,

semblables à la révolution de 1789 dans laquelle disparut toute une société continent dans une guerre d'un quart de siècle, ou telles que la Seconde guerre mondiale qui entraîna dès les premiers mois l'écroulement de l'État républicain en France. Ces circonstances révéleront un homme de caractère, un homme d'action, qui réalisera en lui-même la synthèse. Le gaullisme ne se conçoit en effet que comme incarné.

Peut-être d'ailleurs une réelle démarche de synthèse ne peut-elle se conduire qu'individuellement, en soi-même, toute tentative de résolution des contradictions menée collectivement aboutissant en fait au compromis, non à la synthèse. Or, si la synthèse ne peut être qu'individuelle, elle doit, pour triompher, s'imposer aux autres, face aux solutions extrêmes et exclusives et face aux compromis sans vigueur, voire s'imposer à l'opinion générale, donc au peuple. Napoléon Ier disait et qui se répandit sur tout le : «*Le premier devoir d'un prince, sans doute, est de faire ce que veut le peuple, mais ce que veut le peuple n'est presque jamais dans ce qu'il dit : sa volonté, ses besoins, doivent se trouver moins dans sa bouche que dans le cœur du prince.*»[22] Il faisait ainsi écho à Rousseau, qui affirme : «*On veut toujours son bien, mais on ne le voit pas toujours.*»[23] Il faut donc que se révèle un homme, consacré par la gloire et le succès, par les «*événements*», bref par l'Histoire, qui ait ainsi la force et l'autorité morale susceptibles d'imposer la synthèse, un homme qui dispose de la confiance aveugle du peuple. Louis-Napoléon écrit : «*L'influence d'un grand génie, semblable en cela à l'influence de la divinité, est un fluide qui se répand comme l'électricité, exalte les imaginations, fait palpiter les cœurs et entraîne parce qu'elle touche l'âme avant que de persuader.*»[24] De Gaulle se qualifie lui-même de «*guide*» ou de «*pilote du navire*»; on pourrait parler de «*pasteur du troupeau*». En un mot, il n'y a pas et il n'y aura pas de gaullisme sans un homme providentiel, dont le destin est d'être l'accoucheur de l'Histoire.

Mais si l'historien peut tenter de discerner les mouvements de fond de l'histoire contemporaine et ainsi essayer de deviner les évolutions structurelles, il lui est impossible de connaître les desseins de la Providence. Aussi, après nous être risqué à dire que le XXI^{ème} siècle serait écologique, nous nous arrêterons là, ne pouvant par avance ni désigner l'homme providentiel — qui peut-être d'ailleurs n'est pas encore né — ni prévoir les circonstances exactes qui le révéleront. Tout au plus espérons-nous avoir donné quelques points de repère qui permettront de le reconnaître s'il surgit un jour prochain.

Car selon nous, on l'aura compris, le gaullisme n'est pas un courant de pensée continu mais un phénomène discontinu, qui apparaît et disparaît avec l'homme qui l'incarne. Aujourd'hui, le gaullisme véritable n'existe plus. Ou pas encore.

Francis CHOISEL

Article publié dans la Revue de l'Institut Catholique de Paris (n° 57, janvier-mars 1996) et dans le bulletin du Centre d'Études et de Recherches sur le Bonapartisme (C.E.R.B., n° 2, mars-avril 1997)

[1] En 1990, pour le centenaire de la naissance du général de Gaulle, l'Institut Charles de Gaulle organisa un colloque international intitulé *le gaullisme en son siècle*. C'est par référence à ce colloque que nous avons choisi ce titre.

[2] *Bonapartisme et gaullisme*, Albatros, 1987, 384 p.

[3] *Fragments historiques*, in *Oeuvres de Napoléon III*, tome 1, p. 244.

[4] Conférence de presse du 29 juillet 1963.

[5] Conférence de presse du 16 mai 1967.

[6] Nous prenons l'expression «*centre*» dans son acception classique et non par référence au Centre des Démocrates Sociaux

qui, en matière d'intégration européenne par exemple, n'a pas une position «*centriste*» mais bien plutôt «*extrémiste*»...

[7] Lettre du 14 novembre 1934 à Jean Auburtin.

[8] Pas au sens du parti radical, qui contrairement à son appellation, est aujourd'hui un véritable «*juste milieu*».

[9] *Des Idées napoléoniennes*, chapitre II.

[10] *Fragments historiques*, conclusion de l'ouvrage.

[11] *Des Idées napoléoniennes*, chapitre V.

[12] Entretien radiodiffusé et télévisé du 15 décembre 1965, avec Michel Droit.

[13] *Des Idées napoléoniennes*, chapitre IV.

[14] *Mémoires d'espoir*, tome 1, p. 274.

[15] *Mémoires de guerre*, tome 2, p. 216.

[16] Discours prononcé à Saint-Étienne, le 4 janvier 1948.

[17] Entretien radiodiffusé et télévisé du 7 juin 1968 avec Michel Droit.

[18] *Mémoires d'Espoir*, tome 2, p. 123.

[19] Discours prononcé le 28 septembre 1963 à Lyon.

[20] Réponse du 16 mai 1963 au toast du roi Constantin II, à Athènes.

[21] Discours prononcé à Londres, le 1^{er} mars 1941.

[22] *Mémorial de Sainte-Hélène*, à la date du 24 décembre 1815.

[23] *Du Contrat social*, livre II, chapitre III.

[24] *L'Idée napoléonienne*, in *Oeuvres de Napoléon III*, tome 1, pp. 11-12.

PRESIDENTIELLES 2007

Les élections présidentielles de 2007 sont intéressantes à plus d'un titre, elles interviennent après 5 ans de pouvoir sans partage de l'UMP mais aussi après la secousse du NON au référendum sur la constitution européenne...

On sait que cette échéance reste en France le rendez-vous politique majeur. Or, sans doute pour la première fois depuis 1958, cette élection pourrait éventuellement bouleverser totalement le paysage politique français. Verrons-nous Jean Marie le Pen confirmer son score, voir le dépasser, et sa place de 2002 ? Verrons-nous une femme accéder à la présidence ? Verrons-nous la victoire d'un candidat en désaccord total avec la majorité du peuple, notamment sur l'Europe, simplement afin d'avoir le "plaisir" de battre le camp d'en face ? Ou bien alors, assisterons-nous à l'arrivée d'un homme, Nicolas Dupont-Aignan, éventuellement à sa victoire, ne représentant ni la droite classique ni la gauche traditionnelle ?

Le mouvement en voie de se structurer autour de Nicolas Dupont-Aignan, semble prendre la forme de ce que souhaitent, dans une grande majorité, les bonapartistes depuis toujours, le dépassement du clivage droite/gauche dans un grand rassemblement patriote et social. Grâce à cette candidature, le peuple français a la possibilité de remplacer les 2 clans "officiels", d'évincer les extrêmes, de les remplacer par une "candidature centrale", réplique de ce "centre brillant", loin du centrisme à la Bayrou, qui caractérise le bonapartisme.

Mais qui sont les bonapartistes aujourd'hui ?

Loin des clichés tenaces, les bonapartistes du XXI^{ème} siècle sont **Républicains** parce qu'un régime républicain nous paraît, à l'heure actuelle, le meilleur terrain de réalisation des principes bonapartistes (souveraineté populaire, indépendance nationale, progrès social, ordre). **Démocrates** parce que le pouvoir exercé pour doit être contrôlé par le Peuple. Parce que la pratique du référendum est la meilleure réalisation d'une démocratie politique. Parce que la tradition généreuse du bonapartisme est la meilleure réussite de démocratie sociale. **"Autoritaires"** parce qu'un Chef d'Etat indépendant, des pouvoirs forts et stables sont les conditions du maintien de l'ordre dans la société, dans la rue et dans

l'économie. **Bonapartistes** parce que les Napoléon sont, pour nous, les véritables fondateurs de l'Etat moderne et qu'il est juste de s'inspirer de leurs exemples et de leurs principes pour gouverner l'Etat moderne.

Avec cet état d'esprit, **France Bonapartiste soutiendra activement la candidature de Nicolas Dupont-Aignan**. Certains observateurs s'étonneront sans doute de cette prise de position alors que celle-ci n'est que la continuité de notre logique politique. Après avoir soutenu Pasqua en 1999, Chevènement en 2002, après avoir été de tous les combats pour la France libre et indivisible, quoi de plus normal de retrouver les bonapartistes avec Nicolas Dupont-Aignan ! Rien d'extraordinaire, bien au contraire, France Bonapartiste n'a pas changé !

Alors pourquoi soutenir NDA ? Tout d'abord parce que l'incarnation du courant "patriote et social" par celui-ci nous rassure. Ensuite parce que nous retenons de son discours, son désir de redonner force aux principes républicains, sa dynamique de rassemblement, sa volonté de remettre de l'ordre dans la maison France, de se pencher sur les questions sociales, de remettre en cause les dogmes maastrichtiens. Nous retenons aussi sa volonté de redonner à la France la place qu'il lui revient sur la scène mondiale. Il est plus que temps de ramener le pouvoir à Paris et de redonner la parole au peuple. La France n'a pas encore perdu sa souveraineté. En effet, la souveraineté nationale est consubstantielle au peuple français. La seule voie pour supprimer cette souveraineté serait de supprimer le Peuple et ses valeurs.

Mais n'est ce pas ce que cherchent certains, en voulant occulter, voir même, rayer d'un trait le choix du peuple sur la question européenne ? En voulant promouvoir la discrimination "positive" et en opposant encore un peu plus les uns et les autres plutôt qu'en tentant de les rapprocher ? En ne combattant pas les trafics en tous genres, le chômage, la montée de certains intégrismes religieux, le laxisme et le non respect des valeurs ?

Devant cette France que l'on déconstruit, cette classe politique déconnectée, devant de telles secousses, le peuple français a toujours su et pu se réveiller et choisir son camp, le camp de la raison, le camp de la Nation. Devant de telles circonstances, seule la rupture politique, le bouleversement du système est salutaire.

Sans faire du balai notre emblème, force est de constater qu'un grand nettoyage s'impose. Comme le disait le futur duc de Morny au soir du 1er décembre 1851, en cas de "coup de balai" je serais "du côté du manche". De même en 2007 les bonapartistes entendent bien se placer du côté de l'énergie.

Soyons directs et honnêtes, nous ne considérons pas que Nicolas Dupont-Aignan soit un nouveau Bonaparte, en revanche il peut devenir l'Homme de la Nation, capable de secouer le système, de provoquer le sursaut, d'engendrer le rassemblement.

Alors à nous, bonapartistes et autres, aux cotés de Nicolas Dupont Aignan de faire entendre la voix de la France, la voix du peuple, la voix de la Nation !

David SAFORCADA – Secrétaire Général de France Bonapartiste



Pour cette nouvelle année, France Bonapartiste tient à vous adresser ses vœux les plus chaleureux.

Que 2007 vous apporte, comme à vos proches, la santé, la joie, l'espérance.

2007 sera, vous le savez, une année cruciale pour l'avenir de notre pays. Là aussi, cette nouvelle année est l'occasion de former des vœux pour la France.

Les bonapartistes, fiers de leurs valeurs et des leurs principes, continueront le combat pour :

Une France debout et libre !

Indépendants, nous avons pour vocation de réunir sans exclusive tous ceux qui croient en l'actualité du bonapartisme, qu'ils soient membres de partis politique, de club de réflexions ou non affiliés: ce qui nous réunit est en effet plus fort que ces clivages artificiels. Bonapartistes dynastiques, Bonapartistes républicains notre combat est le même, il se base sur les grands principes napoléoniens: *Appel au peuple - Souveraineté - Autorité - Progrès social*.

Vous êtes donc invités à contribuer à ce bulletin. Les contributions peuvent être adressées par courrier électronique ou bien par courrier à l'adresse de Brumaire (les envois postaux ne sont pas retournés).

BRUMAIRE

Apt 388 / 60Bd de Maurens

31270 CUGNAUX

contactbonapartiste@yahoo.fr

FRANCE BONAPARTISTE

Apt 388 / 60Bd de Maurens

31270 CUGNAUX

contactbonapartiste@yahoo.fr

.....
Bulletin d'adhésion à France Bonapartiste

(A retourner à l'adresse ci-dessus)

Nom:Prénom:.....

Adresse:.....

CP:.....Ville:.....

Tél:.....Mail:.....

Profession:.....

Date de naissance:.....

Cotisation annuelle :

Etudiants, chômeurs : 10 Euros

Autres catégories : 15 Euros

Couple : 20 Euros

Donateurs : 50 Euros ou plus

Cotisation annuelle à régler par chèque, mandat ou bien liquides. Merci de libeller vos chèques ou mandats à l'ordre de France Bonapartiste